

Les sanctions de Washington jettent le trouble à Kinshasa

Congo-Kinshasa Des listes de présumés futurs autres sanctionnés circulent chez les élites du régime.

Les sanctions prises, le 23 juin, par Washington contre le général Célestin Kanyama, chef de la police de Kinshasa, ont semé l'inquiétude dans les rangs kabilistes. Surnommé "Esprit de mort" dans la capitale, le général Kanyama s'était fait connaître, sur la scène internationale, fin 2013, lorsqu'il avait lancé l'opération "Likofi" ("coup de poing") contre le banditisme urbain à Kinshasa. Usant de méthodes expéditives (51 morts au moins, selon Human Rights Watch), le chef de la police de Kinshasa avait sabré sans pitié parmi de présumés "kulunas" (bandits armés).

Dramatique effet boomerang

Si les Kinois, lassés des attaques croissantes dans leur ville, avaient bien accueilli l'opération policière, celle-ci avait cependant eu un dramatique effet boomerang : les "kulunas" s'étaient réfugiés à Brazzaville, de l'autre côté du fleuve, ce qui avait poussé l'"autre" Congo, au printemps 2014, à une opération "Mbata ya Bakolo" (la gifle du grand frère) : l'expulsion vers Kinshasa de milliers de ses citoyens, y provoquant une crise humanitaire. Aujourd'hui, en outre, les méfaits des "kulunas" auraient à peu près repris leur niveau pré-"Likofi" à Kinshasa.

Le général Kanyama est aussi jugé responsable de la violence de la répression des manifestants (41 morts en janvier 2015) exigeant le respect de la Constitution de 2006, qui interdit au président Kabila de se présenter à un nouveau mandat, alors que le sien se termine le 19 décembre 2016 et qu'il multiplie les manœuvres pour se maintenir au pouvoir au-delà de cette limite.

"Jeter de l'huile sur le feu"

Le Trésor américain a annoncé le 23 juin que les avoirs du général Kanyama étaient gelés aux Etats-Unis et que les entreprises américaines ne pouvaient plus faire d'affaires avec lui.

Kinshasa a protesté contre cette mesure et le président Kabila a envoyé à Washington son principal conseiller diplomatique, Barnabé Kikaya bin Karubi. Ce dernier a déclaré mardi à l'agence Bloomberg que prendre des sanctions revenait à "jeter de l'huile sur le feu" et que si l'on voulait éviter "la crise à laquelle le Congo pourrait faire face le 20 décembre", soit au lendemain de la fin du mandat de M. Kabila, un dialogue politique était indispensable pour

décider "de quelle architecture gouvernementale nous avons besoin pour gouverner notre pays ensemble jusqu'à ces élections qui verront un transfert de pouvoir". "Il n'y aura pas de transition", a ajouté M. Kikaya, "Kabila continuera à gouverner le pays jusqu'à ce qu'il y ait un nouveau Président élu."

Listes de futurs sanctionnés

Le régime kabiliste craint que d'autres de ses membres éminents fassent l'objet de sanctions, alors que les Etats-Unis ont appelé plusieurs fois au respect de la Constitution.

Selon les informations de "La Libre Belgique", des listes de présumés futurs sanctionnés circulent parmi les élites au Congo. Des noms sont régulièrement cités, notamment ceux

de deux responsables de la répression politique et celui d'un dirigeant accusé de "crimes économiques". On ajoute que les membres de la famille du chef de l'Etat seront eux aussi visés à partir du 20 décembre. "Cela embête beaucoup les gens du régime parce qu'ils ont pris des habitudes à l'étranger : ils ont tous un pied à terre et leurs enfants en Europe ou aux Etats-Unis", commente une de nos sources.

D'autres s'inquiètent de la jurisprudence créée par la condamnation de l'ex-vice-Président Jean-Pierre Bemba à 18 ans de prison, en juin, par la Cour pénale internationale, pour sa responsabilité dans les exactions commises par ses soldats en Centrafrique en 2002-2003.

Marie-France Cros

Des noms sont régulièrement cités, dont ceux de deux responsables de la répression politique et d'un dirigeant accusé de "crimes économiques".

Épinglé

"Décrivez la situation!" exhorte l'Onu

Le pouvoir tente en vain, depuis plus d'un an, d'organiser un "dialogue" qui, en échange d'un partage de postes avec l'opposition, permettrait à M. Kabila de se maintenir au pouvoir.

L'opposition ne veut entendre parler que d'un dialogue pour fixer un calendrier électoral qui aboutisse à élire un Président avant le 19 décembre.

La communauté internationale veut éviter les violences qui se profilent à l'horizon et prône un dialogue. A cet effet, jeudi, la Monusco (Mission de l'Onu au Congo) a exhorté Kinshasa à "des mesures pour décrire la situation" – et de suggérer la libération des prisonniers d'opinion et d'éviter d'attiser les tensions. (Avec AFP)